



Les organisations syndicales de retraités du Nord CGT, FGR-FP, FO, FSU, SOLIDAIRES, UNSA, en ce jour de conseil de communauté du 25 juin 2010, s'adressent aux élus communautaires de Lille Métropole Communauté Urbaine de Lille.

---

## POUR UNE RÉDUCTION IMPORTANTE DES COÛTS D'ACCÈS AUX TRANSPORTS, VOIRE LA GRATUITÉ SUR LA MÉTROPOLE

### *ET POURQUOI PAS ?*

COMPTE TENU DE L'ENJEU SOCIAL, SOCIÉTAL ET ENVIRONNEMENTAL QUI EN APPELLE À UN CHOIX ET UN VOLONTARISME POLITIQUE ASSOCIANT JUSTICE SOCIALE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE !!!

Ce serait une **avancée** pour la **population** en général, pour les **retraités(es)** en particulier, et **pour l'environnement...** Avancée qui par la même occasion **permettrait une redistribution de pouvoir d'achat pour tous les usagers salariés et retraités.**

- **Des transports moins couteux voire gratuits se traduirait par :**
  - Une incitation à l'utilisation des transports en commun plutôt que la voiture.
  - Moins de coûts induits (accidents, pollution, santé, entretien des routes, etc...).

Et c'est bien en ce sens que se situe notre demande de la réalisation d'une étude contradictoire entre les charges (fonctionnement et investissements) et les recettes (économies sur les coûts induits) qui porterait sur la possibilité d'envisager la gratuité des transports, et dans un premier temps une diminution importante de leurs coûts, et qui pourrait faire l'objet d'une expérimentation sur une durée de 6 à 12 mois.

Par ailleurs, notre demande et nos propositions pourraient s'inscrire pleinement dans le « plan climat » dont l'ambition affichée est de réduire les gaz à effet de serre de 30% d'ici à 2020 en associant justice sociale et développement durable.

Malheureusement, la dernière rencontre du 22 juin avec les responsables en charge des transports à LMCU démontre le décalage entre les ambitions, les déclarations d'intentions et les actes concrets.

Les annonces faites lors de précédentes rencontres, sur la révision du seuil imposable ou la prise en compte du revenu fiscal de référence ainsi que la mise en place d'un éventuel forfait transport à 1€ par jour, demeurent sans concrétisation.

La seule avancée à noter concerne la suppression des contraintes horaires à partir de janvier 2011 pour les retraités bénéficiant de la gratuité. Mesure qui n'a aucune incidence financière et que nous souhaitons voir appliquer à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2010.

A l'évidence, les intentions affichées d'avoir une politique de développement durable, ambitieuse et innovante cadrent difficilement avec un enfermement dans des lignes budgétaires restreintes conduisant à augmenter le coût des transports de 4,8% en moyenne à partir de janvier 2011 qui sera principalement supporté par les usagers salariés et retraités.

Le tout faisant fi de la justice sociale, la réponse aux besoins sociaux en matière de transports et de lutte contre le réchauffement de la planète.

**C'est dans ce contexte que les organisations syndicales de Retraités du Nord demandent et proposent :**

- de sursoir à toute nouvelle augmentation tarifaire.
- d'être **associé** au plus tôt à un **large débat** sur la question d'une étude sur la faisabilité d'une réduction importante des coûts de transports, voire de leur gratuité.
- La mise en place d'une **Régie des Transports Publics** au lieu d'une délégation de service public conférée à des entreprises privées (Véolia ou Keolis) dont le but principal reste la rentabilité financière avec un reversement de dividendes aux actionnaires très couteux.
- La gratuité des transports pour les retraités, dès l'âge de la retraite
- Que l'exécutif mette toutes ces questions à l'ordre du jour d'un prochain conseil de communauté afin que les élus communautaires puissent s'exprimer et décider démocratiquement dans l'intérêt de tous.

## **RASSEMBLEMENT À LMCU**

**LE 25 Juin À 13H30**